Lafourche Packet TYLEQUAH Fran ... PERRY, Capt. S. S. ...

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 9 FEVRIER 1872. 46me Année—Vol. XLV.

LEFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 9 FEVRIER.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Christian et Paul—Continuation de la vente à l'encan, sur dames, à l'encoignure des rues Ursulines et Burbon.

Par Stier & Bros., à leur salle d'encan, No. 18, rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Par G. Lamont, au No. 98 de la rue de Chartres—Vêtements d'hommes et d'enfants, chaussures et chapeaux.

Par Hodsman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—Lingerie, "notions," articles de fantaisie, broderies, etc.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc. et faites faire vos reliures au Pelican Printing Office," 112 et 114, rue Poydras.

THEATRES.

Aujourd'hui Vendredi :

ACADÉMIE.—The Little Rebel, la Princesse de Trébizonde et the Rosebud of Stinging Farm.

ST CHARLES.—Capt. Charlotte, Norma et Fanny Jars.

VARIÉTÉS.—Enoch Arden.

CIRQUE DAN RICE.—Place Tivoli—A midi et le soir.

Le Rapport du Comité des Citoyens.

Le Comité des Citoyens vient, comme nous l'avons dit, de publier son rapport sur l'administration municipale de la Nouvelle-Orléans. L'examen des affaires de chaque département avait été confié à des sous-comités, et c'est le résultat de cet examen qui se trouve constaté dans le rapport. Bien que nous trouvions d'excellentes suggestions dans ce document, nous sommes loin d'en être pleinement satisfaits. Plusieurs des administrateurs ont évidemment cherché à cacher la véritable situation de leurs départements, et il est regrettable que les comités n'aient pas cherché ailleurs des informations plus précises.

Le comité sur la mairie, composé de MM. M. J. Smith, J. W. Buhrmann et Jos. A. Shakspeare, a fait le court rapport qui suit sur le département du maire Flanders.

Les livres de ce département ont été trouvés corrects. Les dépenses mensuelles sont de $1,415 ou $16,980 par an, ce qui est une grande réduction comparativement aux sommes dépensées par les administrations précédentes.

Le comité des water-works et des bâtisses publiques, composé de MM. Jno. L. Adams, H. Pothier et H. Gally, trouve que le département de M. Delassize est aussi bien administré que la confusion existant actuellement à l'Hôtel-de-Ville le permet. On pourrait seulement économiser $10,000 par an sur le charbon que consument les water-works, en faisant l'approvisionnement pendant l'été.

Le comité a relevé les recettes des water-works du 2 mai 1870 au 28 décembre 1871, elles sont de $286,244 00, et les dépenses du 2 mai 1870 au 30 novembre 1871, elles sont de $182,958 01.

Ces deux périodes ne s'accordent pas entre elles, et nous remarquons que le comité omis de porter dans les dépenses l'intérêt à payer sur les Bons, intérêt qui est de $89,670 par an. Les chiffres du comité semblent faire croire à un bénéfice, tandis qu'en réalité, depuis que la ville a pris l'administration des water-works, elle y a perdu chaque année.

Nous croyons, comme le comité, que les water-works bien administrés peuvent donner un revenu, et l'administration de l'ancienne compagnie l'a prouvé; mais, contrairement à l'opinion du comité, nous ne croyons pas à la possibilité d'une bonne administration de la part de la ville. Nous sommes opposés aux deux projets qui sont actuellement devant la Législature, parce qu'ils sont contraires aux intérêts des habitants et à ceux de la ville, et parce que nous ne reconnaissons pas à la Législature le droit de disposer des propriétés de la ville. C'est à l'administration municipale qu'il appartient de décider si elle continuera l'exploitation ou si elle louera ou vendra les water-works. Une proposition a été présentée au Conseil pour la ferme des water-works ; nous n'avons pas eu le temps de l'examiner dans ses détails, mais elle assure un revenu raisonnable à la ville et des taux modérés aux consommateurs : elle mérite d'être prise en considération.

Le rapport constate que la ville a été condamnée par la Sixième Cour de District à payer une somme de $87,583 ... comme honoraires à divers commissaires qui ont réglé les comptes de la ville avec l'ancienne Compagnie des Water-Works. Cette affaire est en appel devant la Cour Suprême. Il serait à désirer qu'un comité intervînt sur cette réclamation, dont le chiffre nous paraît exagéré.

Le comité recommande l'achat de la propriété Soulié près des Casernes pour l'érection d'un asile pour les fous et pour un hôpital destiné aux maladies épidémiques, l'hôpital actuel pour les maladies de la peau coûtant trop cher à la ville. Les dépenses du département pendant 1871 ont été de $332,985 48, non compris l'intérêt sur les Bons des Water-Works.

Le comité sur la police, composé de MM. Mary, Chs. Engstfeld et N. D. Wallace, n'a rien trouvé à reprendre dans le département proprement dit de M. Lewis. Il en ressortir que l'entretien des prisonniers au Workhouse ne coûte que de 15 à 25 cents par jour, tandis que la ville paie au shérif criminel 60 cents par jour pour les prisonniers de la prison de paroisse.

Le comité suggère des changements dans l'administration des recorders, de façon à éviter tout déficit et à obtenir un revenu. Le comité propose de maintenir le recorder du Premier District, de n'en avoir qu'un pour le Second et le Troisième et un pour le Quatrième et le Sixième, et de laisser à un juge de paix la juridiction du Cinquième District. Il en résulterait une économie de $22,000.

Le comité dit que le shérif criminel retire au moins $25,000 de profit de la prison de paroisse et il recommande l'abolition de ce système. Les salaires du shérif et des ses employés doivent être fixes et la ville doit nourrir les prisonniers comme cela se pratique pour le Workhouse. Diverses réformes sont suggérées pour le département des coroners. Les dépenses du département pour l'année, comprenant l'éclairage, mais non la police métropolitaine, ont été de $343,069, et les recettes de $78,48.

Nous avons vainement cherché une allusion à la police métropolitaine dans cette partie du rapport.

Le rapport sur le département du commerce présenté par MM. R. Pritchard, J. Austin et C. M. Soria, est très court. Le département du commerce pourrait être supprimé. Le comité ne suggère pas que l'on mette à ferme des quais, il désire seulement la réduction du nombre des inspecteurs. Aucune allusion n'est faite aux ... qui se plaint la navigation. Le comité recommande brièvement l'abolition des marchés particuliers en donnant des raisons tirées de la salubrité et de la diminution causée dans les revenus par leur établissement.

Les revenus des marchés ont été de ... ceux des quais de $330,347, ce qui est une augmentation sur les années précédentes. Les dépenses du département ont été de $48,800.

M. Bonzano, administrateur du département de l'assessement, a refusé de reconnaître le comité, composé de MM. J. A. Atkins, J. A. Blaffer et Jas. T. Tucker, et ce comité, mais il s'est mis à la disposition de ces messieurs comme simples citoyens.

Les dépenses ont été de $40,657 71, ce qui est une augmentation de 33 0/0 sur les dépenses de 1868. Le comité suggère de faire faire l'assessement pour l'Etat et celui de la ville par un seul bureau, ce qui diminuerait les dépenses d'au moins $120,000. L'assessement coûte actuellement à l'Etat et à la ville $170,000 tandis qu'il devrait revenir au plus $50,000 à diviser entre l'Etat et la ville. Le comité suggère de rendre la taxe payable en janvier et de définir les termes "revenu et capital."

Le comité composé de MM. E. H. Summers, W. C. Black et L. J. Higby, qui a visité M. Walton, rapporte que le département des finances est bien administré. Il fait l'importante recommandation à la Législature de confier à ce département la collection des taxes et licences d'Etat, ce qui économiserait $150,000 par an, somme touchée par les collecteurs de la paroisse d'Orléans. Les dépenses du département ne sont que de $21,000.

Nous réservons pour un prochain numéro l'analyse du rapport sur les départements des finances et des améliorations, et sur le bureau de l'avocat de ville.

ASSEMBLÉE NATIONALE DE FRANCE.

Nos lecteurs trouveront à la seconde page la séance intéressante du 19 janvier, de l'Assemblée de Versailles, à la suite de laquelle M. Thiers a offert sa démission.

MARDI-GRAS.

Le Mardi-Gras sera célébré cette année, à la Nouvelle-Orléans, comme il ne l'a pas été depuis bien longtemps. Un immense cortège de masques, parfaitement organisé et obéissant à des chefs de sections sous les ordres du ROI, parcourra les principales rues de la ville. Les autorités comme les citoyens concourent à cette célébration qui aura un éclat inaccoutumé.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Jeudi, 15 février.—Bénéfice de M. Calabrési, première représentation de: *La Juive*, grand-opéra d'Halévy, avec Mmes Levieilli et Durand; MM. Delabranche, Coulon, Jourdan et Solve.

Demain, pour la matinée, on donnera le *Barbier de Séville*, et le soir l'*Africaine*.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Ce soir, grande solennité à ce théâtre pour le bénéfice de la séduisante Lydia Thompson. On donnera la première représentation de *La Princesse de Trébizonde*, œuvre d'Offenbach, un drame et la comédie *Le Petit Rebelle*. Retenez vos places de bonne heure, car il y aura foule.

DAN RICE.—Ce directeur véteran, dont le cirque obtient tant de succès sur la place de Tivoli, semble avoir atteint le point culminant de son ambition, l'avantage d'être le seul directeur et maître de la plus grande et de la plus complète organisation arénique de l'Amérique. En fait d'exercices d'équitation et d'acrobatie, la troupe de Dan Rice dépasse certainement tout ce qui a été jusqu'ici à la Nlle-Orléans.

Chacun de ses artistes est payé un prix qui mettrait en banqueroute tout autre directeur moins riche, moins entreprenant et moins actif que lui.

On dit que la famille Nelson seule, famille composée d'acrobates, et engagée à un prix égal à celui qui a été payé par Barnum pour toute sa troupe pendant une saison entière. Tout est de premier ordre, soit les chevaux, les écuyers, les ponies, soit les mulets savants ou les chiens artistes.

La bande du professeur Menter est si supérieure aux corps de musiciens qu'on trouve ordinairement dans les cirques, que chaque exécution tient en quelque sorte de la nature d'un concert classique. Depuis son arrivée dans cette ville, Dan Rice s'est vu obligé de lutter non seulement contre les éléments, mais encore contre les deux attractions théâtrales les plus populaires de la saison.

Le vétéran Dan Rice quittera la place de Tivoli samedi soir et ouvrira dimanche soir une saison de trois jours sur la place Washington.

VENTE AU RABAIS.—Ces mots sont magiques dans tous les pays. Une vente au rabais, en effet, intéresse tout le monde, car tout le monde est bien aise de faire des emplettes à bon marché. L'annonce est encore plus précieuse quand elle est relative à de belles et brillantes marchandises comme celles qui remplissent le magasin de MM. Lion et Pinsard, rue du Canal, Nos 151 et 153, où les dames sont à peu près sûres de trouver tout ce qu'elles peuvent désirer en fait de nouveautés et d'articles de fantaisie et de mode. La maison de MM. Lion et Pinsard est entrée en liquidation et cela explique la vente au-dessous du prix coûtant qui est annoncée par eux dans l'*Abeille*. Parmi les articles à citer, comme preuve du bon marché, nous mentionnerons un gros lot de chemises de toile fine de Charvet, qui sont offertes au prix de $45.

☞ On tient plus que jamais au bon marché. Cet axiome ne s'oublie jamais à la chapellerie Robt. E. Lee. Les chapeaux s'y vendent à des prix fabuleusement réduits.

☞ C'est un acte de bienfaisance que nous accomplissons quand nous recommandons l'usage du Baume aux Navets Indiens, car ce baume, vraiment extraordinaire, a déjà fait de nombreux miracles dans le traitement des affections de poitrine. Mais on ne saurait trop le faire connaître, et nous engageons toutes les familles qui n'en ont pas encore usé, à s'en procurer au plus tôt, le "Baume aux Navets Indiens" paralysant le mal à sa naissance.

☞ Les chapeaux se renouvellent en hiver. Allez à l'enseigne de Robt. E. Lee, coin Royale et St-Louis, vous en trouverez à tout prix et pour tous les âges.

ASSOCIATION.—On verra par un avis inséré plus loin que MM. J. A. D'Hamécourt et L. E. Renaud ayant été admis, comme membres associés de la maison Voorhies & Audler, les affaires de cette maison seront conduites dorénavant sous la raison sociale de Voorhies, Audler & Co.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînettes. Elle se vend au No 103, de la rue du Canal.

NOTICE D'ASSESSEMENT, 85, 86, 87 et 88. Voyez la colonne des notices spéciales. Mort de E. W. Ellioth, François Gavois, Milton Boullemet et Mme Minnie Story, payable au bureau de l'Association Louisianaise d'assurance mutuelle et de bienfaisance sur la vie, rue Carondelet 120. Montant payé $8833. Les polices de cette classe, non sujettes à forfait après trois ans de payement.

☞ A la chapellerie "Robt. E. Lee," les prix ne sont pas réduits un jour pour être augmentés le lendemain. Vendre toujours à bas prix est la règle invariable du magasin. Aussi le stock se renouvelle-t-il incessamment.

☞ NEURIL est un remède découvert récemment, lequel soulage instantanément et guérit d'une manière permanente la névralgie. Wheelock Finlay & Co. agents généraux à la Nouvelle-Orléans. En vente chez tous les pharmaciens.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 103 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

☞ Les meilleurs chapeaux se vendent maintenant en vue du plus bel hôtel que nous possédions, c'est-à-dire au coin des rues Royale et St-Louis.

☞ NEURIL guérit positivement la névralgie. Il n'a manqué son effet dans aucun cas. A vendre par tous les pharmaciens. Wheelock, Finlay et Co., agents généraux à la Nouvelle-Orléans.

—On lit dans le *Journal officiel* :

"Par arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 15 janvier courant, la vente des journaux le *Gaulois* et la *Constitution* est interdite sur la voie publique, à Paris et dans les départements."

Le télégraphe avait annoncé la suppression du *Gaulois* et du *Constitutionnel*, ce qui n'est pas le cas comme on le voit. La *Constitution* est un journal radical, le *Gaulois* un journal bonapartiste.

—On se marie à tout âge: le célèbre ténor Mario en est la preuve.

Il vient d'épouser à Londres au temple catholique de Marylebone, lady Harriet Beauford, qui appartient à une excellente famille de l'aristocratie anglaise. La nouvelle duchesse de Candia n'est âgée que de 22 ans; Mario frise la soixantaine. Les deux époux ont dû, aussitôt après leur mariage, se fixer à Paris dans un appartement qui a été retenu pour eux rue de Provence.

Ils seront accompagnés des deux demoiselles de Candia, dont la belle-mère pourrait être la sœur.

BEAUX MEUBLES.—On verra, par une annonce insérée aujourd'hui dans l'*Abeille*, que M. P. Déjan, au coin des rues Dauphine et Quartier, vient de recevoir du Nord un magnifique stock de meubles, qui se distingue par des articles on ne peut plus nouveaux et on ne peut plus élégants. Ces meubles forment un assortiment riche et complet et méritent l'attention de toutes les personnes qui tiennent maison. Meubles pour salon, salle à manger et chambres à coucher, en bois de rose, acajou, noyer et chêne. Formes nouvelles, dessins variés, et choix abondant, tout ce qu'on peut désirer se trouve dans ce stock dont la composition témoigne certainement du goût et de l'expérience de M. Déjan dont les prix d'ailleurs sont très modérés et qui, en homme habile et qui veut réussir, se contente d'un très faible bénéfice. Nous engageons donc les personnes qui désirent renouveler leur ameublement à aller visiter le magasin de M. Déjan dont les conditions de vente sont toujours libérales et acceptables.

Le Comité Congressionnel.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER.

M. E. P. Joubert, est interrogé. En réponse à des questions, il déclare qu'une grande majorité des gens de couleur de l'Etat étaient opposés au gouverneur Warmoth. Il pense que les quatre cinquièmes lui sont opposés.

Il est questionné sur les démissions en blanc des administrateurs. La position d'administrateur des assessements avait été offerte à M. McCarthy, celui-ci l'accepta. Le jour de l'installation des administrateurs, avant de prendre son siége, M. McCarthy se rendit dans le bureau du Secrétaire d'Etat, et quand il en sortit, il dit à M. Joubert "le gouverneur m'a fait signer ma démission." Le témoin s'étonna que M. McCarthy eût consenti à cela, et ce dernier dit qu'il avait été surpris et n'avait pas eu le temps de la réflexion.

Plus tard, se trouvant avec M. McCarthy, et ayant rencontré le gouverneur, il entendit ce dernier dire "gouverneur, je donnerai $500 à l'institution charitable que vous désignerez, si vous datez ma démission d'aujourd'hui." Le gouverneur répondit : "Non, monsieur, pas pour $50,000."

Q—Considérez-vous le gouverneur comme un obstacle à la prospérité et à l'avancement de l'Etat et de votre race ?

R—Oui, monsieur.

Le témoin dit qu'il croit que les gens de couleur sont opposés au gouverneur Warmoth parce qu'il n'est pas l'ami de leur race. Il pense que ce serait une bénédiction pour l'Etat d'être débarrassé des carpet-baggers qui composent le gouvernement d'Etat.

Il dit qu'il pense que les classes supérieures dans le Sud ont accepté de bonne foi les résultats de la guerre.

En réponse à des questions faites qu'en 1869, les emplois de collecteurs de taxes d'Etat ont rapporté ce qui suit, d'après les livres de l'auditeur : ler district $85,000 ; 2e district $17,000 ; 4me districts de 25 à 30,000 ; et les emplois d'assesseurs d'Etat (il y en avait deux) chacun $50,000. Depuis les taxes ont beaucoup augmenté et les emplois de collecteur doivent rapporter ce qui suit : ler district $70,000 ; 2e district $40,000 ; 3e district $50,000 ; 4e district $30,000.

Le témoin étant interrogé sur ce qu'il veut dire par carpet-bagger, dit qu'il entend parler de ces hommes qui viennent ici seulement pour faire de l'argent avec la politique et s'en aller immédiatement, comme le général Lee, (qui a été le premier imprimeur d'Etat et sénateur en même temps) qui après s'être enrichi, s'est en allé vivre à New-York. Le témoin a ajouté "je ne veux pas faire de personnalités." Je n'entends pas dénoncer les hommes qui sont venus et viennent encore du Nord pour gagner honnêtement leur vie. Il y en a plusieurs qui sont mes amis.

M. Scofield questionne longuement le témoin pour savoir au juste ce qu'il entend par carpet-baggers et scallawags. M. Joubert explique qu'il entend parler des gens qui ne viennent ici que pour faire de l'argent.

M. Speer—Le président a compris que vous dénonciez d'une façon générale tous les hommes venus du Nord.

Le témoin dit que le président l'a mal compris, et il répète ses explications.

M. Schofield—Alors, vous ne dénoncez pas la classe, mais seulement certains individus ?

R—Seulement certains individus.

En réponse à M. Archer, M. Joubert dit qu'il avait d'abord considéré M. Casey comme un carpet-bagger, mais il ne le considère plus comme tel, attendu que le colonel Casey s'est fixé dans l'Etat.

Il pense que plus de la moitié des hommes de couleur de la Législature sont des carpet-baggers. Cela ne s'applique pas à Pinchback, qui est fixé dans l'Etat depuis longtemps.

M. Speer—N'êtes-vous pas un républicain radical ?

R—Oui, monsieur.

M. Scofield—Eh bien! je suis content que vous le disiez. Je ne l'aurais jamais cru d'après votre témoignage.

M. Archer désire savoir s'il a eu des esclaves.

Le témoin répond qu'il a eu des esclaves de sa famille. Il a engagé son père à les affranchir. Il en a eu deux qu'il n'a pu affranchir à cause des lois. L'un d'eux est son commis et peut lire et écrire, et il parle trois langues.

M. Schofield—Vous ne vous mêlez pas aux gens de votre race; vous appartenez à la classe aristocratique ?

R—Je ne suis pas un aristocrate.

Q—Je ne supposais pas que vous l'admettriez.

R—J'admettrai, monsieur, tout ce qui est vrai.

Personne n'a dit au témoin qu'on aimerait mieux le voir occuper un emploi que les scallawags et les carpet-baggers. Il ne sait pas si on ferait une distinction pour lui dans les Théâtres, parceque il n'y est jamais allé.

Il était, pendant la guerre, en faveur de l'Union. Il ne se trouvait pas aux Etats-Unis, il était en France. Il a toujours lutté et il a combattu pour l'Union, et il a été menacé de voir saisir ses propriétés par les confédérés triomphants. Il a répondu que peu lui importait.

M. Scofield—Vous vous êtes servi du mot combattre, qu'avez-vous voulu dire ?

M. Joubert va pour l'expliquer, mais M. Scofield l'interrompant, dit : Vous voulez dire que vous avez combattu pour l'Union, comme les membres du comité au Congrès, en bavardant. (Rires.)

M. Joubert—Oui, c'est cela.

Le témoin ne pense pas que le gouverneur Warmoth soit un carpet-bagger parce qu'il a vécu ici depuis qu'il est arrivé.

Il pense que les carpet-baggers n'aiment pas les gens de couleur; ils veulent en faire des esclaves politiques.

Q—Etes-vous républicain ?

R—Je suis républicain radical.

Q—Vous connaissiez intimement feu le lieutenant-gouverneur Dunn, n'est-ce pas ?

R—Oui, monsieur.

Q—Etait-il en faveur de la clause de la Constitution qui rendait le gouverneur actuel éligible une seconde fois ?

R—Il ne l'était pas.

Q—Le gouverneur avait-il sa confiance ?

R—Non, monsieur.

Q—Croyez-vous que les hommes de couleur de la Nlle-Orléans voteraient aujourd'hui pour M. Warmoth ?

R—Non, Monsieur.

Q—Le gouverneur a-t-il jamais donné sa parole de signer le premier bill des droits civils auquel il a, plus tard, apposé son veto ?

R—Oui, Monsieur. Il s'était engagé à le signer.

Q—A-t-on usé de violence, dans votre ward, dans les élections de délégués, antérieurement à la Convention du 9 août dernier ?

R—Il y a eu beaucoup de bruit. Quant à la violence, il n'y en a pas eu, car les policemen vêtus en bourgeois et que j'ai vus au meeting, savaient que nous étions prêts à les recevoir.

Q—Avez-vous jamais spéculé dans les bonds ou les mandats ?

R—Jamais.

M. J. R. Beckwith, avocat de district des Etats-Unis, déclare qu'il est également avocat du Board des Commissaires de la police métropolitaine. Son principal devoir est de défendre les policemen lorsqu'ils sont poursuivis, par des citoyens, devant la Cour criminelle. C'est le Board qui le nomme. La majorité du Board est désignée par le gouverneur qui, sous l'empire des "ordres de l'exécutif," peut destituer à son gré. Le témoin a subi un long interrogatoire ; sa déposition établit qu'il s'est servi de son autorité et de son influence d'officier fédéral au bénéfice de M. Warmoth et de ses amis.

Lorsqu'on fit l'affidavit qui accusait le gouverneur et certains membres de la Législature d'avoir violé la loi des Ku-Klux, il dit à M. Warmoth de ne pas obéir au député du marshal des Etats-Unis qui viendrait l'arrêter.

Le grand-juri, a-t-il ajouté, a été renvoyé par le juge Abell, parce que ses actes prouvaient qu'il avait été formé par le shérif de la Cour criminelle dans l'intérêt du gouverneur, car, sans attendre une instruction préliminaire, il allait appeler l'affaire Wheyland, tandis que, d'après la déclaration du foreman lui-même, le juri n'avait pas essayé de s'occuper de M. Chester, l'homme de couleur qui avait été blessé de coups de pistolet, dans la rue Claiborne, le 1er janvier, deux semaines avant l'homicide de Wheyland. M. Chester s'apercevant que les autorités de la paroisse et celles de l'Etat, ne faisaient rien pour poursuivre les meurtriers, s'adressa aux tribunaux fédéraux, qu'il saisit d'une accusation de tentative de meurtre sur sa personne, contre le lieutenant-gouverneur Pinchback, les sénateurs Harris et Butler.

M. Beckwith empêcha que les ordres d'arrestation ne fussent exécutés et donna pour raison l'effervescence publique. M. Speer lui a demandé de quel droit il avait agi ainsi; il a répondu que les circonstances justifiaient sa conduite et qu'il en prenait la responsabilité. M. Speer lui a demandé ce qu'il aurait fait si les accusés s'étaient enfuis ; il a répondu qu'il les eût fait arrêter n'importe où. "Aux frais du gouvernement ?" a continué M. Speer. M. Beckwith a répondu que si le gouvernement s'était refusé à payer les frais, il les aurait payés lui-même.

Le capitaine S. W. Scott a ensuite déposé et a fait des révélations très intéressantes. Il est natif de New-York, il était dans l'armée fédérale et est venu en 1862, comme quartier-maître, avec le général Augur. Il s'est établi ici à la fin de la guerre. Il a été vice-président du Comité démocratique de paroisse. Ayant eu connaissance de la corruption de la Législature il a suivi les sessions de 1869 et 1870 pour se procurer des renseignements sur ce sujet.

Pendant la session, MM. Hayes et New (avocats du gouverneur et avocats de McComb dans ses démarches pour retirer l'administration du chemin de fer de Jackson des mains du général Beauregard) ont présenté au témoin un nommé H. S. Kimball, de Philadelphie, agent de McComb.

Voici la substance de l'interrogatoire du témoin au sujet de ce Kimball, bien que pressé de questions, le témoin n'a jamais varié un instant.

Le but de la mission de Kimball était d'obtenir le passage d'un bill pour vendre les actions de l'Etat dans le chemin de Jackson, de façon que McComb pût les acheter. Le bill préparé pour la Législature de l'Etat par MM. Hayes et New, il autorisait le gouverneur à vendre les actions au plus offrant. [illegible]

... Kimball ... qui ... avait ... pour voter contre le bill du chemin de Jackson. ...

... bill n'est pas lui, il réside à Philadelphie. Il a dit au témoin que certains sénateurs ... voulaient lever $1000 ... Le témoin a ... billets de $1000 chacun ... M. Pinchback ... Le témoin refusa de payer et dit à Pinchback qu'il n'avait donné aucun équivalent pour le billet ... Campbell et d'autres sénateurs dont le témoin ne sait pas les noms. Kimball s'était plaint que son patron McComb l'avait abandonné ... Pinchback refusa de rendre le billet au témoin, en disant qu'il avait rempli les conditions du marché et qu'il garderait le billet. Campbell a dit que Kimball lui avait promis $500 et ne lui avait payé que $1000, et que s'il ne voulait pas payer le surplus il pouvait aller au diable. Campbell se retira plus tard satisfait en recevant $250.

Kimball montra au témoin une liste des membres qu'il avait achetés. Les souvenirs du témoin sont que le bill lui a coûté du Sénat de $12,000 à $15,000, et à la Chambre de $28,000 à $30,000. Il y avait 80 ou quelques noms sur la liste. Le témoin s'en a regardé que quelques-uns. Carr et Dewees, de la Chambre, Campbell, Beers, Pinchback et Coupland, du Sénat, s'y trouvaient. Le plus bas prix des sénateurs était de $600, le plus bas prix des représentants de $300. Campbell, Pinchback et Coupland ont eu les plus hauts prix, de $1,000 à $5,000. Carr et Dewees ont eu chacun $2,500. Le témoin a été pendant ... Il a ... à Kimball que quand celui-ci lui a eu rendu $1,000 dépensés par le témoin en cabs et soupers dans son intérêt. Il a entendu Kimball dire que l'affaire lui avait coûté $80,000 tant pour la Législature que pour les fonctionnaires de la ville et autres. Une injonction ayant été prise au nom d'un nommé Hoy pour empêcher la vente des actions de la ville, Kimball dit qu'il avait eu à acheter Hoy et son agent. Il ajouta qu'il lui fandrait obtenir du juge Dibble qu'il ouvrît sa Cour à 11 heures du soir pour annuler l'injonction, et que cela coûtait quelque chose de faire ouvrir une Cour en Louisiane à 11 heures du soir. (Rires.) Kimball dit encore que le gouverneur était "all right" si le bill pouvait passer, qu'il le signerait de suite. Le témoin ne sait pas si Hayes et New ont montré le bill au gouverneur avant de le faire présenter à la Législature.

Le témoin dépose aussi au sujet du bill des banques. Le témoin avait l'habitude d'aller au bureau de MM. Avegno & Willoz, courtiers, au coin des rues Carondelet et Commune. M. Avegno lui montra une liste des membres avec lesquels un marché avait été fait pour le bill. Le témoin a pris note des noms sur un memorandum, avec la permission de M. Avegno. Le témoin croit avoir le memorandum chez lui. Il se rappelle quelques noms : Carr, Dewees et Waters. Le prix de chaque vote était de $500 comptant et $5000 en Bons à émettre au profit des banques. Quelques votes étaient marqués plus chers. Carr était alors président. Il est venu un jour dans le bureau de M. Avegno, pendant que la mesure était pendante; le témoin était là. Carr sortit avec un monsieur qui revint de suite avec les conditions de Carr écrites sur un morceau de papier, qui étaient de $30,000 comptant et de $100,000 en Bons. Le témoin ne connaît pas le nom du monsieur ; c'était un des courtiers du bill.

Le témoin était du comité démocratique exécutif de paroisse, quand est venu le bill pour changer la Charte de bill. On désirait l'échec du bill. Le témoin ayant connu à New York le sénateur Beers, conféra avec lui pour obtenir son appui. Beers dit qu'il y avait au Sénat une coterie dont Pinchback était le chef, et qu'il fallait s'entendre avec lui. Le témoin eut une entrevue avec Pinchback, qui dit qu'on ne pouvait rien faire sans argent.

Le témoin demanda combien il fallait. Le lendemain Beers dit qu'avec $8,000 on ferait échouer le bill au Sénat. Le témoin eut une consultation avec les démocrates qui répondirent qu'ils ne pouvaient donner d'argent pour la législation. Quand le témoin avertit Beers et Pinchback qu'il n'y avait rien à espérer, le bill qui avait été suspendu passa au Sénat.

La ville de la Nlle Orléans ayant donné à une Compagnie le privilége d'élever des hangars à sucre sur la Levée, un comité fut nommé par la Chambre, sous prétexte de faire une investigation. Le comité se composait, croit le témoin, de trois membres, Carr, Morey (actuellement membre du Congrès) et un homme de couleur. Morey et Carr ont demandé et reçu $5,000 en actions de la compagnie pour faire un rapport favorable, ce qui a été fait de suite. Le témoin tient cela de M. Thomas Fisher, qui passait alors pour démocrate, et qui a montré au témoin deux certificats d'actions de $2,500 chacun, l'un pour Carr et l'autre pour Morey, certificats que Morey était chargé de distribuer à ses membres.

Le témoin déclare qu'il y avait des clans (rings) ayant chacun un chef chargé de négocier. Autant que le témoin peut le savoir il y avait de prétendus démocrates aussi bien que des radicaux dans ces clans. Souvent pour s'amuser le témoin demandait à tel ou tel membre s'il pouvait voter pour tel ou tel bill, et la réponse invariable était "y a-t-il de l'argent ?"

Le témoin arrive à l'affaire du chemin dit de Chattanooga. J. B. Williamson était le courtier de la compagnie pour l'achat des votes. Le témoin l'a vu dans les deux Chambres avec de gros rouleaux de greenbacks, distribuant l'argent. Williamson a dit au témoin que le gouverneur était "all right." Il a prié le témoin de parler au sénateur Ogden et l'a autorisé à lui offrir $1000, plus qu'on n'avait déjà offert. Le témoin n'a pas transmis le message à M. Ogden, croyant que cela offenserait ce sénateur.

Le témoin est longuement interrogé sur ce qu'il entend par carpet-baggers et sur les sentiments de l'immense population envers le gouvernement fédéral. Le capitaine Scott explique qu'un carpet-bagger est un aventurier qui ne cherche à obtenir des emplois que pour s'enrichir en pillant et s'en aller. Il a beaucoup voyagé dans l'Etat pour affaires et il rend justice aux sentiments de l'immense majorité de la population qui n'a aucun préjugé contre les gens du Nord qui viennent s'établir ici de bonne foi.

Le témoin considère le membre du Congrès, Sypher, comme un carpet-bagger. Le témoin l'a entendu, en 1868, faire un discours à des gens de couleur, à Mandeville, pour les engager à aller à la Nouvelle-Orléans participer à une procession, et d'y aller prêts à employer le couteau et la torche si on les molestait. Le témoin regarde aussi le membre du Congrès, Morey, comme un carpet-bagger ; il est venu avec le bureau des affranchis.

La législature ne représente pas la population et c'est le cas depuis plusieurs années. La dépravité de la législature est due au fait que les hauts fonctionnaires du gouvernement d'Etat ont besoin de la composer avec de pareils éléments afin de s'en servir pour leurs vues.

M. Zuntz, le propriétaire du City Hotel, a déclaré au témoin que M. Brown a été élu à la Chambre comme représentant de la paroisse Ascension dans la chambre No 10 du City Hotel. Plusieurs personnes se sont réunies dans cette chambre et ont fabriqué les papiers de l'élection de Brown.

Depuis que les troubles ont commencé, le témoin a reçu plusieurs lettres anonymes le menaçant d'assassinat. Un jour qu'il passait devant le Mechanics' Institute, un individu s'approcha de lui et lui dit qu'il ferait mieux de s'éloigner de là, qu'il était marqué. Cet individu était venu d'un groupe dans lequel était Lucien Adams, le thug notoire. Le témoin retourna à l'individu qu'il passerait là quand cela lui plairait et qu'on pouvait le marquer si on voulait.

Il y a de prétendus démocrates aussi bien que des radicaux, plongés dans les actes de corruption, et disposés à vendre leurs votes. Les hommes de couleur sont moins corrompus que les blancs. Le témoin pense qu'il n'y a pas de difficulté à acheter des démocrates tels que Tom Green Davidson et Fontelieu.

Le témoin dit qu'Augamar lui a demandé de lui servir de dépositaire des enjeux pour l'achat des votes des sénateurs pour le passage du bill concernant sa réclamation. (C'est l'affaire dont laquelle le sénateur Brewster déclara devant la Cour avoir été gardien des enjeux, et dont les détails ont paru dans "l'Abeille").

Le témoin étant invité à nommer les soi-disant démocrates engagés à sa connaissance dans des intrigues pour faire passer des bills, nomme le capitaine Jack May, M. Bloomer, M. Brott, M. Jo. Hernandez, le colonel J. O. Nixon et Tom Fisher. Le témoin ajoute qu'on suppose généralement que le gouverneur et M. Hernandez sont associés. Le témoin croit que tous les présidents de banque sont démocrates.

Le témoin a toujours entendu parler en termes élevés de M. Caisse, président de la banque des Citoyens, jusqu'à la publicité donnée à sa conduite dans l'affaire Weil.

Lorsque M. McComb est devenu propriétaire des actions de l'Etat et de la ville dans le chemin de fer de Jackson, le témoin, par l'influence de Kimball, est devenu agent des billets de cette ligne. Il a acquis la conviction parce que M. Beauregard ne voulait pas lui allouer un pourcentage de ... sur les billets qu'il avait vendus ...

M. Speer—Vous avez nommé les courtiers démocrates en législation, pouvez-vous nommer les radicaux ?

Q—Je ne sais, ils sont plus nombreux que les démocrates de la Chambre.

Q—Leur affaire est de piller ?

R—De piller, oui, monsieur.

... M. John C. Bennett, agent de bateaux à vapeur, déclare qu'il était un des fondateurs de la compagnie des Hangars de sucre sur la Levée. ... [illegible]

... Six mois plus tard environ, Kimball ... et donna au témoin deux billets payables à Cairo ... pour voter contre le bill du chemin de Jackson. ...

... comme les obligations (bonds) de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Chattanooga, pour vingt ans ... si le bill approuvait la charte ... par la Législature de l'Etat de la Louisiane, etc.

Comme le bill n'avait pas été approuvé (il était resté non signé entre les mains du gouverneur pendant plusieurs mois) ... le témoin se rendit au bureau de Moore, Janney & Hyams, pour retirer son argent ... M. Herwig ... du paquet ... de M. J. & H. ... M. Herwig ... M. Casey ... M. Herwig ... intérêt dans le bill.

M. Schofield—Si la $15,000 valait 12 sénateurs, ce qui est une majorité du Sénat, à ...

R—Je ne sais pas ; j'ai rendu mon argent et n'en ai pas fait de question.

On dit au témoin que Clark, Deslonde et Anderson faisaient passer le bill, il proposa à Carter, alors président de la Chambre, de lui donner des actions après le passage du bill ; Carter n'accepta ni ne refusa. Le témoin eut aussi une conversation avec le gouverneur au sujet du bill, et bien que celui-ci évitât de s'engager, le témoin parvint à savoir qu'il était favorable ... Casey n'a jamais parlé au témoin à ce sujet. Les organisateurs étaient Casey, H. Bidwell (négociant), John W. Bollinger, agent de bateaux, Dr. Andrew W. Smythe (chirurgien en chef de l'hôpital de Charité), quelques administrateurs, et le témoin John C. Bennett.

Les cinq autres organisateurs non membres furent les membres de la société Moore, Janney et Hyams, M. ... Kenner et Clarke.

Peu de temps après le passage du bill, les cinq fondateurs et quatre des incorporés firent faire, par le notaire Cuvillier, un acte portant qu'ils seraient les directeurs de la compagnie. En causant avec des amis du gouverneur, le témoin fut informé que le bill ne pouvait être signé, à moins que cet acte ne fût détruit, qu'il ne voulait pas de sociétaires non-payant dans la compagnie, qu'il voulait que chacun payât ses actions. Les cinq fondateurs étaient ceux auxquels il faisait allusion ; d'après l'acte ; ils n'avaient pas à payer leurs actions.

M. Speer—Qui a livré le secret au gouverneur ?

R—Le docteur Smythe, je suppose. Il était son chirurgien et lui avait amputé l'orteil lors de son accident.

(Le gouverneur a été présent à l'enquête toute la journée, suggérant des questions aux membres républicains du Comité, et transportant sa chaise près de l'un ou de l'autre de ceux qui interrogeaient.)

Le Comité s'est ajourné à aujourd'hui.

CHRONIQUE LOCALE.

CLÉMENCE DE L'EXÉCUTIF.—Wm. Minor Leslie, dûment convaincu de deux accusations de détournement de fonds appartenant à deux pauvres femmes dont il était avocat, et condamné à deux ans de pénitencier, a été pardonné par le gouverneur Warmoth sur les instances d'une femme qui s'était intéressée au coupable. On dit que la pétition au gouverneur a été signée et endossée par presque tous les membres du Sénat. Puisque ces messieurs sont si charitables, nous espérons qu'ils feront entre eux une quête pour rembourser aux deux pauvres femmes les ... dont elles ont été dépouillées par ... de leur protégé. C'est le ... s'ils ne veulent pas qu'on dise d'eux qu'ils encouragent l'escroquerie. Mais nous ne pouvons croire que les membres du Sénat aient été trompés dans cette vilenie. Que dirait M. Speer, membre du comité congressionnel d'enquête, qui trouve que les sentiments d'honnêteté sont excessivement rares à la Législature ?

Quant au gouverneur Warmoth, il faut s'attendre, dit un de nos confrères, qu'il fera de l'honnête Leslie un collecteur de taxes d'Etat.

SIXIÈME COUR DE DISTRICT.—Devant cette cour, Mme Thérèse Taylor, femme de l'avocat Taylor, a intenté contre Mme Myra Clark Gaines une action pour obtenir $7000, somme due à son défunt mari, dit-elle, pour services légaux rendus par lui à Mme Gaines, en poursuivant en son nom ceux qui ont acheté les propriétés de son père, Daniel Clark. La plaignante allègue que le montant convenu pour ces services devait être payé aussitôt que Mme Gaines aurait recouvré assez de biens pour s'acquitter envers son avocat ; mais ayant refusé de remplir son engagement, elle a donné lieu à l'action dont il s'agit.

QUATRIÈME COUR DE DISTRICT—Le juge Théard a rendu hier matin une décision importante. D'après cette décision, les salaires, les gages, et toutes rémunérations quelconques pour services personnels rendus, ne sont pas saisissables. Le place nous manque pour donner les considérants du jugement.

L'AFFAIRE DE LA RUE ST-CHARLES.—Towsden, blessé mercredi soir, rue St-Charles, était hier matin dans un état d'insensibilité complète. La balle qu'il a reçue a troué les intestins et causé une hémorrhagie intérieure.

Towsden a une nombreuse famille qu'il laissera entièrement sans ressource, s'il meurt, comme cela est probable pour ne pas dire certain. Towsden, est un homme de police qui voulait arrêter un nommé Alexander Newton, qui faisait du tapage dans la rue St-Charles. Newton aurait résisté et tirant plusieurs coups de pistolet, dont l'un a atteint le malheureux Towsden à l'abdomen.

VOL.—Hier matin vers 1 heure, des voleurs qui avaient réussi à s'introduire dans la maison de M. A. Levie, rue Baronne No 438, par une fenêtre de dans, ont été obligés de s'esquiver au plus vite sans rien emporter, les gens de la maison s'étant réveillés au bruit que les voleurs faisaient et les poursuivant.

EXPLOSION DE LAMPE.—Une lampe remplie d'huile septoline a fait explosion mercredi soir, vers les 9 heures, dans la maison de Mme Louis Villeré, rue Toulouse, 136, mais cette fois, il n'y a pas eu de dommage.

TEMPÉRATURE.—C. Duhamel, opticien, 8 février.

	Fahrenheit	Centigr.
6 heures A. M.	49	9°
Midi	66	19°
6 heures P. M.	58	14°

Législature de la Louisiane.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1872.

SÉNAT—La séance est ouverte à midi. M. Pinchback occupe le fauteuil.

Le Sénat reçoit un message du gouverneur soumettant le rapport de l'hon. John Lynch, agent-payeur du fonds de réparation des crevasses. Référé au comité des terres et levées.

Rapports de comités.

Impressions—M. Campbell fait son rapport sur un projet de loi destiné à remplacer les lois Nos 275 et 276. Renvoyé à l'impression et mis à l'ordre du jour spécial de lundi prochain.

Chemins de fer—Rapport sur la loi d'incorporation de la compagnie "Baton Rouge and State Line R. R." Les conclusions du rapport sont contre l'adoption de la loi.

Divers projets de loi sont présentés par MM. Gallup, Thomas, Todd, Ingraham, Campbell, Barber, Ray et Lynch.

M. Barber propose de tenir des séances de nuit. Le Sénat ne donne pas suite à sa motion.

L'ordre du jour appelle la discussion de la loi destinée à remplacer le bill d'enregistrement électoral.

M. McMillen propose la rédaction suivante pour la section 5 :

"Que le gouverneur, de l'avis et du consentement du Sénat, nommera les inspecteurs de l'enregistrement pour toutes les paroisses de l'Etat et les wards de la ville de la Nlle-Orléans ; ces nominations devant être faites, si possible, pendant la session de la présente Législature, quatre mois avant aucune élection générale."

M. Harris demande l'adoption de ce texte à la place du texte primitif. Adopté par 17 voix contre 11.

M. Ingraham demande que sa protestation contre le texte substitué au texte primitif de la section 5 soit enregistrée au procès-verbal.

M. Blackman demande la reconsidération du vote. M. McMillen propose que la motion de M. Blackman soit déposée sur le bureau.

Résultat du scrutin—Oui, 15 ; non, 15.

M. Campbell propose d'ajouter à titre de section supplémentaire, le texte ci-après :

"Que nulle personne faisant un grand tarif partie de l'Assemblée générale actuelle ou ayant rempli aux dernières élections les fonctions d'enregistreur, ne puisse être nommée enregistreur, commissaire ou ... inspecteur, sous la présente loi."

M. ... la suppression de M. O'Hara, sont supprimés les mots suivants "ou ayant rempli aux dernières élections les fonctions d'enregistreur."

La section additionnelle est alors adoptée par 20 voix contre 10.

M. Blackman présente la section additionnelle qui suit :

"Que dans la ville de la Nlle-Orléans, il y aura des enregistreurs nommés pour chaque ward—un par parti sur la recommandation du Comité Exécutif de chaque parti."

M. Harris demande que la section additionnelle soit déposée sur le bureau. Adopté par 19 voix contre 11.

Sur la proposition de M. Harris, la loi est adoptée, dans son ensemble, par 20 voix contre 11.

Sur la proposition du même membre, le Sénat vote pour la troisième lecture de la loi, en dehors de l'ordre du jour. ... suspension du règlement ... à voter ... (20 contre 8), ... M. Harris.

La loi est lue ... de la Chambre, No 287, relatif à des intérêts de la paroisse de Caldwell.

M. Harris propose d'examiner le rapport du comité de conférence sur la loi d'appropriation. Le Sénat s'oppose à la considération d'un nouveau comité de conférence.

Sur la proposition de M. Harris, la loi d'incorporation du chemin de fer de Vidalia, ... est mise à l'ordre du jour spécial de la séance suivante.

Le Sénat est ajourné.

CHAMBRE.—La séance est ouverte à midi, M. Carr présidant.

... Murray propose la résolution suivante ... que la loi concernant ... le ... de la Compagnie du chemin de fer Jackson ...

... Nouvelle-Orléans, Mobile et Chattanooga, pour vingt ans, et les obligations ... accordées par la Législature de la Louisiane, etc.

Deux amendements sont faits à cette résolution. L'un d'eux consiste dans la substitution du mot "Texas" à celui de "Chattanooga" et l'autre dans l'addition de ceux-ci : "une ligne pour l'Etat."—Adopté.

M. Washington, de la paroisse Ascension, présente la résolution ci-après :

Résolu qu'un comité de cinq membres sera nommé par le speaker pour examiner les affaires de la Compagnie de Loterie de la Louisiane, et aura plein pouvoir pour se faire donner communication des archives et citer telles personnes qu'il jugera devoir entendre.

La discussion de cette résolution en dehors de l'ordre du jour exigeant un vote des deux-tiers la Chambre passe aux voix; résultat du scrutin: oui 62; non 20.

Par suite de ce vote le règlement est suspendu.

La discussion s'engage avec une grande animation, et dans une ... heure et demie.

Le speaker Brewster ... à rétablir l'ordre ... M. Mésone.

MM. Carr, Dewees, Faulkner et Abell font une vive opposition au passage de la résolution. Les débats sont d'une animation sans pareille.

La résolution est adoptée par 61 voix contre 11. Conformément à une résolution le speaker nomme MM. Washington, Carr, H. Lott, Keeton et Barret, membres de la commission d'enquête.

La séance est levée.

PAR LE TELEGRAPHE.

(Dépêches transmises à l'Abeille.)

Fin du concordat pour l'Alsace et la Lorraine.

L'empereur d'Allemagne se charge de gouverner l'église de ces provinces.

Intrigue des princes d'Orléans.

Ils veulent être réintégrés dans l'armée et la marine.

La Chambre des Communes en Angleterre.

Le Times n'espère pas que les Américains retirent leurs demandes.

NOUVELLES EUROPEENNES.

Londres, 8—Les steamers Colorado et Arabian sont venus en collision dans le Mersey. Le Colorado a été poussé à terre pour l'empêcher de couler bas. L'Arabian n'a, comparativement, aucune avarie. Il a pris tous les passagers du Colorado excepté deux passagers d'entrepont qui ont été ... dans le ... par la collision.

Les journaux anglais sont généralement modérés (?) ... sur les réclamations de l'Alabama ; mais ils soutiennent que le Parlement est presque unanime pour repousser les demandes américaines.

Londres, 8—Le "Daily Telegraph" critique les commentaires des journalistes américains sur les réclamations de "l'Alabama," et dit que le gouvernement anglais, dans la position qu'il a prise, a seulement cédé à l'impulsion unanime du pays. Mais il dit que les discours de M. Gladstone sont indiscrets et ne peuvent que nuire.

A la Chambre des Communes, aujourd'hui, M. Gladstone a demandé qu'un vote de remerciement soit offert à M. Dennison, l'orateur de la Chambre, qui s'est retiré, et a ... une résolution recommandant son élévation à la pairie.

M. Disraeli a appuyé les deux motions, qui ont été adoptées ...

Conformément à l'avis donné hier, M. Miltonaks a proposé de faire appeler Sir Charles Dilke, afin qu'il justifie, devant la Chambre, son récent discours contre la couronne, mais la proposition a été déclarée contraire à l'ordre.

M. Forester, un bill pour le vote secret ; M. Newdegate s'y est opposé en soutenant que ce bill conduirait au suffrage universel.

Le bill a passé à la première lecture.

Berlin, 8—L'évêque de Strasbourg ayant signifié au cabinet que le Saint-Père ne reconnaît plus le concordat comme s'appliquant à l'Alsace et à la Lorraine, le prince Bismarck a répliqué que l'empereur d'Allemagne se chargera, indépendamment, d'une telle mesure, du gouvernement de l'église dans ces provinces.

Londres, 8—La nouvelle Compagnie qui propose d'établir un câble télégraphique direct entre Liverpool et New-York a été enregistrée. Son prix sera de 60 shillings par 20 mots.

Le Times, passant en revue les débats de la Chambre des Communes d'hier, dit qu'il est évident que la Chambre favorise la répudiation des réclamations américaines pour pertes indirectes. Le langage de Gladstone n'engagera probablement pas les Américains à retirer leurs demandes.

Paris, 8 fév.—Le comte de Chambord va partir pour Frohsdorf. On pense qu'avant de se mettre en route il lancera un autre manifeste.

Paris, 8—On rapporte que les ducs de Nemours et d'Aumale prétendent à être réintégrés dans l'armée avec le rang qu'ils y occupaient et que le prince de Joinville demande une commission dans la marine lui soit rendue.

Vienne, 8 février—Une base de compromis a été agréée, par laquelle certaines concessions importantes ... seront accordées à la province de Galicia.

Londres, 8 fév., 5 P. M.—L'encaisse à la Banque d'Angleterre a augmenté de £440,000.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 8 fév.—Le bill de l'éducation qui a passé à la Chambre aujourd'hui, avait été introduit tout d'abord par M. Pierce, du Mississipi, président du comité sur l'éducation et le travail. Il donne des terres publiques pour l'éducation publique. Une moitié du montant des terres publiques est distribuée annuellement parmi les différents Etats, durant les 10 premières années sur la base de l'ignorance ; l'autre moitié sera placée et l'intérêt sera employé dans un but d'éducation. Aucun Etat ne perdra sa part du fonds par les lois, il ... qui interdisent les écoles mêlées. Après 10 ans la distribution sera faite sur la base de la population au lieu de l'ignorance.

Washington, 8 fév.—Il est probable que le comité des voies et moyens se décidera pour une taxe uniforme de 24 cents sur le tabac et qu'il amendera la loi de manière à écarter les obstructions qui gênent maintenant l'exportation des spiritueux.

SÉNAT.—Le bill de M. Sherman retirant les certificats à 3 pour cent, a passé.

La discussion de l'amnistie est reprise. La proposition de biffer la 7e section de l'amendement de M. Sumner a échoué par 28 contre 28.

M. Trumbull a dit qu'il voterait contre tout amendement, voulant laisser le bill aussi ... que possible.

Un amendement biffant les allusions aux délits ... a passé par 32 contre 28. L'amendement biffant la clause concernant les juris ... contre 28.

CHAMBRE.—Le bill d'éducation a passé ... Les démocrates qui ont voté pour le bill sont MM. Kerr, Potter, Slocum, Storm et Townsend. Les républicains votant contre sont MM. Beatty, Bingham, Clark, de New-York, Dickey, Hawley, Killinger, Myers, Nagles, Orr, Packer, Peck, Sargent, Stanton, Waldron et Wilson, de l'Ohio.

Washington, 8 février—Les sommes accordées aux citoyens américains par la commission mexicaine jusqu'à 5 du courant, s'élèvent à plus d'un demi million de dollars. Les réclamations totales s'élèvent à deux millions et demi. Les commissaires aux Mexicains ne s'élèvent jusqu'ici qu'à $40,000. Leurs réclamations, en tout, montent à 20 millions, 400 affaires ont été décidées, et plus de 1,000 sont pendantes.

Les fonctionnaires de la Marine et du Trésor ... dans les ... du Commerce, la nécessité des subsides et des primes pour encourager la construction de navires en Amérique.

Des dépêches particulières annoncent positivement que le gouverneur de la Floride sera mis en accusation.

NOUVELLES DIVERSES.

Jackson, 8 fév.—Le comité sur les élections contestées ... dans les ... Copiah et Lowndes ... Le rapport présenté par les membres démocrates est volumineux ; il cite ... qui ... décidé de nouvelles élections. Les républicains ... sans ... dans la Législature. Une motion pour permettre ... comité a échoué.

... a passé une résolution pour ... samedi au lundi.

Ville du Lac Salé, 8 fév.—Une terrible ... Plusieurs personnes ont péri.

Harrisburg, 8 fév.—McClure (démocrate) ... comme sénateur ...

New York, 8—Wm. et Geo. Knight ... Le déchargement ... dans la classe des ... Bretagne.

Boston, 8—Une lettre au maître de poste ... incendie à Ogdensburg ... les lettres enregistrées, partie de Boston ... du chemin de fer d'Ogdensburg et du bas Canada, ...

Caire, 8 fév.—Une forte secousse de tremblement de terre s'est fait sentir ici à 5 heures ce matin.

Milwaukee, 8—Les Etats-Unis viennent de saisir leur ... la ... Montello, pour ... des lois relatives aux ... du service sur les ... navigables des Etats-Unis. Le ... rivière Fox, où se trouvait le Montello, n'est pas une navigable publique des Etats-Unis. En conséquence, le steamer pouvait légalement s'affranchir de l'obligation d'enregistrement, de licence et d'inspection, requises par les actes du Congrès.

TEMPÉRATURE.

PROBABILITÉS.—Le vent du Nord et le beau temps régnent du Texas à l'Alabama.

NOUVELLES DES RIVIÈRES.

Vicksburg, 8 fév.—Temps ... La ...

MARCHES EUROPEENS.

Liverpool, 8 février au soir—Coton ferme. Uplands 11 3/4 à 1/2. Orléans 11 1/2.

Londres, 8 au soir—Consolidés 92. Bons 5-20 de 1862, 91 3/4.

MARCHES AMERICAINS.

New York, 8 février—Coton calme. Vendu 1338 balles Middling Uplands 23 3/8. Orléans 23 3/4. Vendu 1338. Farine sans changement. Whisky plus ferme à 93 1/4.

New-York, 8 au soir—Argent ferme de 6 à 7. Or. fort à 110 3/4. Sterling ferme 109 1/8. Gouvernements excités et en hausse.

Galveston, 8 février—Coton ferme. Bon ordinaire 20 à 20 1/2.

Charleston, 8 février—Coton calme. Middling 23 1/4 à 1/2. Stock 39,336 balles.

Savannah, 8 février—Coton calme. Middling 23. Stock 75,000 balles.

Mobile, 8 février—Coton plat. Middling 22 1/4. Stock 64,947 balles.

Memphis, 8 février—Coton calme. Middling 22 3/4 à 23.

(*Dépêches d'hier soir.*)

Paris, 8 fév.—Le ministre Washburn retourne aux Etats-Unis en vertu d'un congé.

Liverpool, 8 février—Arrivé le Paquebot de la Nouvelle-Orléans.

Londres 8 fév.—L'excitation au sujet des réclamations de l'Alabama n'a pas diminué. Les discours prononcés au parlement entretiennent l'agitation dans l'esprit public. On est inquiet de la conduite que pourra tenir le cabinet de Washington, et les affaires sont très considérablement affectées à la Bourse.

New York, 8—Une dépêche de Londres à la *Tribune* à la date du 7, dit : La dépêche de Granville ne contient aucune menace, mais appelle simplement l'attention sur l'interprétation du traité par l'Angleterre. Plusieurs membres du cabinet désapprouvent le ton passionné du discours de Granville. La situation est regardée comme aussi grave que possible dans les cercles anglais et américains, mais non comme désespérée.

Washington, 8 fév.—Le bill d'éducation de M. Moore distribuant les fonds en proportion des besoins, sans écoles mixtes forcées, a passé à la troisième lecture. Oui, 112 ; non, 97.

St-Louis, 8 fév.—La résolution concernant pour payer les bons de l'Etat en billets de circulation, a passé à la Chambre nonobstant le veto du gouverneur.

Un voyageur sur l'un des trains qui sont venus en collision hier, près d'Alton, Ill. a été pris par les pieds et a péri par le feu.

Havane, 8—Le capitaine et l'équipage de la goëlette anglaise Lark, poussés par le vent dans les eaux cubaines et saisis par les autorités, ont été relâchés sur caution, à la demande du Consul d'Angleterre.

Le général Cabrera ... Carnova a été tué dans une récente bataille.

New York, 8—Des avis ... annoncent que le Palais National de Port-au-Prince, a été incendié. Le président Saget a pardonné à nombre de criminels, ce qui a causé du mécontentement.

Avis d'Assessement.—Nouvelle-Orléans, 8 février 1872.—Bureau de l'Economy Mutual Aid Association ... 28 de la rue Carondelet, ... de ... les membres de ... "CLASSE A" de ... de ... E. W. Elliott ... Charles M. ... JAMES S. GUTHRIE, Secrétaire.

Bureau de l'Association d'Assurance mutuelle et de Bienfaisance sur la Vie ... 120 de la rue Carondelet ... à la mort de E. W. Elliott, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 28 août 1871 ; de la mort de François Gavois, ... de Milton Boullemet, ... de Mme Minnie A. Story, décédée à la Nouvelle-Orléans, le 21 octobre 1871 ... R. W. YOUNG, Secrétaire.

ENTREPOT DE TAPIS ET DE RIDEAUX, CHARTRES ... 17

A. BROUSSEAU & CO.

IMPORTATEURS et marchands, en gros et en détail de Tapis anglais et américains, Toiles cirées, Nattes de Chine et Indiennes, Stores, Couvertures de tables et de pianos, Dessus de tables ... etc. A. BROUSSEAU & CO.

NOTRE NOUVELLE MACHINE A COUDRE—DE— WHEELER & WILSON.

Plus de 600,000 machines en usage. Elles sont UNIQUES, SIMPLES, ... le prix d'achat ... pour CINQ ANS. PECK BROTHERS, Agents. ... 162 rue du Canal.

Tonneliers—Attention !—Il y aura une grande assemblée ... DIMANCHE prochain, 11 février ... Par ordre du Comité. J. HIGGINS, J. C. BONSIGNEUR, J. FISHER.

Banque des Citoyens de la Louisiane.—Nouvelle-Orléans, 7 février 1872.—Cette Banque sera fermée LUNDI, 12 du courant. Les billets devront être offerts à l'encaisse le samedi précédent. J. L. DENNEY, Caissier.

Louisiana Cotton Manufactory.—Nlle-Orléans, le 8 février 1872.—A une élection ... ont été élus: J. C. DENIS, R. A. ... LIZARDI, ... FOLGER, F. GUEYDAN. ... GEO. PENNIMAN, Secrétaire.

Avis.—La Société existant ci-devant entre J. A. D'HAMECOURT & F. BEGUILLEM, a été dissoute ... Nouvelle-Orléans, 3 février 1872. J. A. D'HAMECOURT, F. BEGUILLEM.

MM. J. A. D'HAMECOURT et L. E. RENAUD ayant été admis ... comme associés de la maison VOORHIES & AUDLER, les affaires seront conduites sous la raison de VOORHIES, AUDLER & CO. F. VOORHIES, R. AUDLER, J. A. D'HAMECOURT, L. E. RENAUD.

Grocerie à Vendre. A vendre pour cause de changement d'affaires, une Grocerie ... au coin des rues St-Philippe et Remparts ...

Perdue. Le 7 février, une petite chienne répondant au nom de FLORA. ... récompense ...

Cuisinière. On demande une CUISINIÈRE BLANCHE. ... rue des Remparts.

Cuisinier. On demande immédiatement un cuisinier pour un ... J. DEJAN, Banque des Citoyens.

Cuisinière. Une bonne cuisinière trouverait à se placer immédiatement en s'adressant au No ... entre Bourbon et Dauphine.

Demande d'Emploi. Un Français, muni de ... ayant servi ...

Edit No XI.

PAR S. A. R.

LE ROI du CARNAVAL

A TOUS CEUX A QUI NOUS NOUS ADRESSONS, SALUT :

Le treizième jour de février 1872 ayant été spécialement consacré à célébrer la gloire de Sa Majesté, il est par les présentes décrété, pour le bien de ses loyaux sujets, que tous ceux qui doivent obéissance à sa dynastie seront tenus, en se conformant aux règlements suivants, de se joindre

AU GRAND CORTÈGE D'ÉTAT.

Son Altesse Sérénissime le ROI DU CARNAVAL commandera en personne, secondé par le GRAND MARÉCHAL DE L'EMPIRE et les LORDS DE LA CHAMBRE, avec VOITURES, PAGES, CHAMBELLANS, etc., lesquels, accompagnés de leur suite, se réuniront à la Statue de Clay à 2 heures de l'après-midi.

Quand tout le monde sera réuni, les Lords occuperont immédiatement les positions assignées à la droite de leurs Divisions respectives, dans l'ordre prescrit par notre Décret Royal, en ayant soin de placer leurs différents Corps sous les ordres du Maréchal en chef de l'Empire.

Organisation du Cortége.

Le Cortége se composera de Cinq Grandes Divisions, ainsi formées:

LA PREMIÈRE DIVISION comprendra tous les masques à pied, quatre de front, et se mettra en ligne au côté sud de la rue du Canal, la droite s'appuyant à la rue St-Charles et s'étendant dans la direction de la cyprière.

LA SECONDE DIVISION, comprenant tous les masques en voiture, formera en ligne rue St-Charles, la droite s'appuyant rue du Canal.

LA TROISIÈME DIVISION, comprenant tous les masques en charrettes, camions, voitures de laitiers et autres véhicules, se formera rue du Camp, la droite s'appuyant à la rue du Canal.

LA QUATRIÈME DIVISION, comprenant tous les masques à cheval (en sections de quatre), se formera au côté sud de la rue du Canal, la droite s'appuyant à la rue du Camp et se prolongeant vers le fleuve.

LA CINQUIÈME DIVISION, comprenant les masques isolés, les retardataires et autres, se formera au côté nord de la rue du Canal, la droite s'appuyant à la rue de Chartres et se prolongeant vers le fleuve.

Les divisions ci-dessus sont requises d'être en ligne à 2 heures de l'après-midi.

Mouvement de la Procession.

A trois heures précises P. M. un salut royal de TREIZE COUPS DE CANON sera tiré du pied de la rue du Canal par le Col. C. W. Squires, commandant en chef des forces de Sa Majesté ; alors le roi et sa cour partiront immédiatement de la statue de Clay en prenant leur ligne de marche, suivis par la première division, et gagneront le côté Nord de la rue du Canal, jusqu'à l'intersection des rues Camp et Chartres et par le côté sud de la rue du Canal jusqu'à la rue Royale pour suivre la rue Royale.

Quand la gauche de la première division passera la rue St. Charles, la seconde division se mettra en ligne; quand sa queue passera la rue du Camp, la troisième division se mettra en ligne; et la quatrième division se mettra ensuite et la cinquième division la dernière.

Chaque division aura une bande de musique et son maréchal, suivi d'un porte étendard.

Ordre de la Procession.

Escadron de Police à cheval.
Grand Maréchal de l'Empire.
S. A. R. LE ROI DU CARNAVAL
Avec sa suite.
Musique.
Lord des Payages.
Première Division.
Musique.
Lord des Voitures.
Seconde Division.
Musique.
Lord des Waggons.
Troisième Division.
Musique.
Lord de la Cavalerie.
Quatrième Division.
Musique.
Lord.
Cinquième Division.
Peloton de Police.

La Route du Cortége.

Par la rue Royale jusqu'à la rue Esplanade ; par la rue Esplanade jusqu'à la rue des Remparts ; par la rue des Remparts, côté nord, jusqu'à la rue du Canal, par la rue du Canal, côté sud, jusqu'à la rue St. Charles ; par la rue St Charles jusqu'à la rue St. Joseph ; par la rue St. Joseph jusqu'à la rue du Camp ; par la rue du Camp jusqu'à la rue du Canal et à la statue de Clay, où Son Altesse Royale fera gracieusement la revue de ses sujets ... Une bande de musique sera placée dans chaque ... entre Remparts et Camp pour ...

Ordres Généraux.

1. Toutes les organisations et les sujets ayant l'intention de participer à la fête devront se rapporter aux officiers de la Division, à 2 heures P. M.

2. Les magasins, les portes publics et privés sont tenus de fermer leurs portes à midi.

3. Les propriétaires et cochers de voitures publiques et particulières devront cesser libres les rues où se formeront les Divisions du Cortége Royal et celles qu'il parcourra.

4. Les propriétaires et capitaines de navires et bateaux à vapeur mouillés dans le port, les propriétaires des édifices publics, les Consuls des puissances étrangères, en relations diplomatiques avec le gouvernement de S. M., sont invités à pavoiser leur pavillon pendant la journée.

5. Les autorités municipales sont invitées, sous peine d'encourir le déplaisir Royal, à maintenir la liberté de la circulation dans toutes les voies dans lesquelles se formera ou passera le Cortége Royal.

6. Toutes tentatives malveillantes de la part de ces fidèles sujets, telles que jeter de la farine, sont et demeurent interdites sous peine des plus sévères répressions.

Leurs SEIGNEURIES les MARÉCHAUX seront distingués par les insignes suivants : Grand Maréchal de l'Empire, pourpre, rosette et bâton doré. Maréchaux de Division, rouge, rosette et bâton doré. Les Aides-Maréchaux porteront des insignes analogues.

Au Coucher du Soleil

Un Salut Royal sera tiré par l'Artillerie de S. M., sous le Commandement du Général en chef de ses forces, et tous les sujets de S. M. devront se disperser immédiatement pour laisser la voie libre, et rendre les honneurs, à notre Cousin COMUS, qui viendra rendre visite à sa Majesté.

Ordonnons et enjoignons à nos bien aimés sujets une obéissance absolue à nos ordres, Sa Majesté Royale n'ayant que honneur et sa gloire dans leurs mains loyales.

Donné sous le sceau de nos armes, au Palais Carnaval, ce huitième jour de février, de l'année 1872 de N.-S.

8 fév—vém   MOI, LE ROI.

151 RUE DU CANAL (A Côté de Holmes) LIQUIDATION POSITIVE ET SANS RÉSERVES DE LA MAISON LION & PINSARD 151 et 153, Rue du Canal, (A CÔTÉ DE HOLMES) Vente au-dessous DU PRIX Coûtant.

Avis. On demande un associé pouvant disposer d'un capital de ... pour commencer une affaire des plus lucratives. S'adresser chez M. Philippe Roy, rue Dumaine No ... à la cour d'Alsace.

NOTICE.—Ni le capitaine ni les consignataires du navire français VICTOIRE, capitaine Alexandre, ne seront responsables des dettes contractées par l'équipage. W. E. BUDDENDORFF & SON.

Free Lunch Every Night. E. HIMBERT. Encoignure Bourbon et Toulouse. Lunch tous les soirs de théâtre. Galantines, Daubes, Saucissons, Jambons, Langues de buffle, etc. Liqueurs de première qualité.

PENSIONNAT ET EXTERNAT PROTESTANT DE DEMOISELLES, TENU PAR Mesdemoiselles CHARBONNIER. Ancienne Pension NIEMAN-ALLEMAND, de Paris. ... Ville de New-York. Classes de français pour dames, trois fois par semaine.

Avis. Chapellerie Rob. E. LEE, Coin Royale et St-Louis, près l'Hôtel St-Louis. CHAPEAUX. Vendus à prix réduits !

Pièce supérieure au complet pour $30 seulement. Le DR CHS. MERMILLIOD, Dentiste, fait savoir à sa clientèle ... Il opère ... GRATIS ... de 8 heures A. M. à 4 heures P. M. ...

En Débarquement du Navire "CARRIE WHEYMAN," arrivé de Bordeaux.

30 ... VIN ROUGE Château, J. ... VIN ROUGE ... BOISSAGNE & LAMBERT. No. ...

J. A. D'HAMECOURT.   Raoul CHAURANT.

La seule Fabrique DE CONFISERIE AU SUD, Avec une Usine à vapeur.

H. CHAURANT & CO.

Successeurs de R. TURPIN (RED STORE).

93 ... Rue Vieille-Levée ... 93

La seule Maison Française et la plus Ancienne Fabrique de CANDI à la Nouvelle-Orléans.

CANDIS EN BATONS (Médaillés avec Premium au Louisiana State Fair), GOMMES, DRAGÉES, LOSENGES, etc. CHOCOLATS.

Importation directe d'Articles pour Confiserie. GATEAUX, SPÉCIALITÉ DE SIROPS RAFINÉS.

... de la célèbre County ... Allez l'indicateur du pays en achetant chez H. CHAURANT & Co., RED STORE. 93 ... Rue Vieille-Levée ... 93

OCCASION MAGNIFIQUE.

PAR CHRISTIAN & PAUL—Auguste Paul, Encanteur—

Il sera vendu LUNDI, le 5 février 1872, et les jours suivants, jusqu'à ce que tout le stock soit écoulé, à 11 heures précises, à l'encoignure des rues Ursulines et Bourbon.

Un grand et bel assortiment de MARCHANDISES SÈCHES et de VARIÉTÉS.

L'attention particulière des Dames est appelée sur cette vente, le tout devant être vendu sans limite ni réserve.

N. B.—Les COMPTOIRS et les VITRINES ainsi qu'une grande quantité d'armoires, ... seront vendus ... Conditions—Comptant.

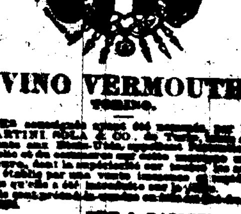
Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 8 FEVRIER.—CLASSE No 38.

28	75	63	27	46	23	30	8	65	76	36	41

Les tirages ... Nouvelle-Orléans ... 8 février 1872. ... PERALTA ... Commissaires.

SEULE AGENCE DE LA CÉLÈBRE MARQUE DE Martini Sola & Co.



VINO VERMOUTH TORINO.

LES soussignés ayant été nommés par MM. MARTINI SOLA & CO. de Turin, leurs seuls agents ... Vermouth ... FINI & BASSETTI, Nos 70 et 72 de la Rue Poeyfarre.

Association du Crédit Foncier de la Nlle-Orléans—Rue Vieille-Levée—Nouvelle-Orléans, 2 février 1872.—Les actionnaires ... SAMEDI, 10 février 1872 ... Par ordre du Président. A. SAULET, Secrétaire.

C. L. CHAPOTEL FERBLANTIER, Encoignure Bourbon et Bienville.

Offre à sa nombreuse clientèle un grand assortiment de STOVES des meilleures marques pour BOIS et CHARBON ; Grates de cheminées de toutes grandeurs ; Ustensiles de Cuisine ; Ustensiles de Ménage en fer battu ;

FERBLANTERIE, BAIGNOIRES, BAINS DE SIEGE, BAINS DE PIEDS.

Il se charge de tous les travaux de réparations et exécute les ordres avec soin et à des prix modérés.

Water Works. M. CHAPOTEL est autorisé par la Compagnie des Water Works à installer les tuyaux de plomb les hydrants, les robinets, etc., et à faire toutes les réparations qui se rattachent à cette partie.

CHANGEMENT DE LOCAL. La banque MECHANICS & TRADERS a été transférée au No ... rue du Camp. ... HARRIS, Caissier.

Avis. Le soussigné ayant acheté l'intérêt de son ancien associé Mr Antonio Rovira, dans la maison de commerce sous la raison de Roca & Rovira, ... L. ROCA.

Avis. La Société E. BORDELOIS & CO. étant dissoute ... E. BORDELOIS, No 46, rue Vieille-Levée.

EAUX-DE-VIE DE COGNAC —ET— CHAMPAGNE.

OTARD DUPUY & CO. ... LA GRANDE MARQUE ... G. H. MUMM & Co. CHAMPAGNE : VERZENAY SEC, ... EXTRA SEC, ... CARTE BLANCHE, ... MONTEBELLO : DUC DE MONTEBELLO, ... WASHINGTON MORTON, No 166 de la rue Gravier.

DIVERS. 100 barils HARICOTS ROUGES ... COW PEAS de choix. ... BEURRE DE L'OUEST, ... BEURRE GOSHEN, ... SAINDOUX ... JAMBONS de choix. A vendre, à bas prix, par J. F. SNIDER & CO. No 25 de la rue Tchoupitoulas.

JAMBONS ... A vendre par S. B. ... au No 45 de la rue des ...

Avis. M. F. L. BOULEGUE a quitté la direction de la Compagnie ... Free Masons' Hall.

172 ... Rue du Canal ... 172

Un lot de linge ... Articles français, ... à des prix modérés, au No 172 de la rue du Canal.

CHAISES. CHAISES ... WASHINGTON MORTON, Au No. 166 de la rue Gravier.

GRANDE FABRIQUE DE CANDI DE NORMAN & REISS, 121 et 123, rue Vieille-Levée, 121 et 123.

UNE DES PLUS IMPORTANTES FABRIQUES DU SUD. RUE VIEILLE-LEVÉE

On y fabrique constamment : Du Candi en gros et en petits bâtons, Toute espèce de Candie à la crème, Toute espèce de Candie assorties, Candie filée, Candi amer (Horehound), Candi sucré, Candi dur, Pastilles Kisses américaines, Pâtes de Jujube, Toute espèce de Chocolats, Bonbons fins ;

En tout ce qui se rattache au COMMERCE DE CONFISERIE. Toute espèce de GATEAUX ... GATEAUX DE MARIAGE faits sur commande dans le plus court délai.

Ils importent toutes sortes d'Articles ÉTRANGERS, tels que ... Boîtes de fantaisie, ... ; Qu'ils vendront au plus bas prix du marché.

NORMAN & REISS. Nos 121 & 123 rue de la Vieille-Levée.

RUE VIEILLE-LEVÉE. FABRIQUE DE MACARONI, VERMICELLE, EXTRAIT DE CAFÉ, &c.

FIRE WORKS : ROMAN CANDLES, SKY ROCKETS, PIN WHEELS, SCROLL WHEELS, SAXON WHEELS, VERTICAL WHEELS, SERPENTS, TRIANGLES, BLUE LIGHT, FLYING PIGEONS, TOURBILLIONS, FIRE CRACKERS.

PRIZE BOXES. BON BON, SANTA CLAUS, NOVELTIES, CASH PRIZE BOX, SHOO FLY, LITTLE SHOO FLY. A vendre par NORMAN & REISS, Seuls Agents. Nos 121 et 123 de la rue Vieille-Levée.

En débarquement du navire Carry Wyman ... très fraîches, nouvelle ...

—ET EN MAGASIN—

... Château Clavaux ... Bordeaux ... Vins ... Pomard, ... Chambertin. ... L. PLAISENT, No 8, rue St-Louis.

L'ATTENTION des fumeurs de CIGARES ... de la Havane ... S. HEINSHEIM, Nos 71 et 73 de la rue Gravier.

GALERIE DE PHOTOGRAPHIES DE ANDERSON, ... Rue du Canal ...

O... les meilleurs artistes ... Tout travail ...

Mme BOUMARD, Médaille d'Or et d'Argent.

170 Rue du Canal, entre Baronne et Dryades, a l'honneur d'informer sa clientèle et toutes les dames en général, qu'elle vient de recevoir les marchandises choisies et commandées par elle-même, à Paris, comprenant un magnifique assortiment de Corsets, Hoop Skirts, Tournures, ... Mme Boumard continue à manufacturer ... Corsets et des Malakoffs sur commande ...

CAZAUX & VERGNOLE, IMPORTATEURS, VINS, LIQUEURS, &c., —ET— FABRICANTS DE SIROPS, ... Vieille-Levée.

Grand Déballage de Beaux Meubles Au coin des rues Dauphine et Quartier.

MEUBLES pour chambres à coucher, en bois de rose, acajou et noyer, etc., pour salons, Marie Antoinette, Impériale, ... salles à manger, ... à des prix ... M. P. DEJAN, au coin des rues Dauphine et Quartier.

L'assortiment est magnifique et mérite l'attention des acheteurs ...

SCIERIE VARIETY A VAPEUR ... & DONNELLY, Propriétaires. Au No 166 de la rue St-Joseph, Nlle-Orléans.

PRÉPARATION du bois de charpente, ... à la boîte 165 du Mechanics' and Dealers' Exchange.

Tuiles de Toits, à l'épreuve du feu.

CES TUILES, qui sont faites à la Nlle-Orléans de la meilleure terre, ... C. W. PATTEN ...

Bureaux de la Compagnie d'Huile de la Louisiane.

La Compagnie d'huile de la Louisiane, Ed. SEYMANSKI, Président, Jno. M. WINSHIP, Secrétaire. (Fabrique d'huiles de graines de coton ...) ... au No 37 de la rue Union.

J. E. MERILH.   F. CASAUBIELH.

J. E. MERILH & Co. 179 ... Rue Poydras ... 179. MARCHANDS EN GROS ET DÉTAIL DE CUIRS ET CRÉPINS.

ONT constamment en magasin un fort stock de Veaux et cuirs français et allemands, ... CORDONNERIE ... MACHINES ...

Avis. ... CRESCENT SAW MILL, ...

Propriétés à vendre et à louer. Pharmacie à vendre.

On désirerait trouver un acquéreur d'une PHARMACIE bien achalandée. ...

Belle Occasion. GROCERIE. Je vendrais à des conditions libérales ma grocerie ... Union et Dauphine ... J. F. CROUERE.

A Louer. LE BUREAU No. ... rue ... entre ... et Bourbon ... S'adresser à ... No. 135, rue de la Douane ...